

24 mai 2018

Le mot du jeudi en PDF , [C'EST ICI !](#)

Dans le Macron, y a rien d'bon !

Pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité



Marée populaire à ANGERS, place du ralliement à 10h30 suivi d'un pique-nique

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es, introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, utilisation de l'égalité femmes hommes comme simple outil de communication, sans moyens financiers, alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales... sans oublier une politique militariste au niveau international. La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations...

Dressons le bilan de terrain de Parcoursup

SUD éducation lance un formulaire pour alimenter le contre-bilan

À partir du mardi 22 mai, les lycéen.ne.s reçoivent les réponses à leurs vœux sur Parcoursup. Ne dépendons pas de la communication du ministère pour évaluer l'ampleur du nombre de recalé.e.s de Parcoursup. Dès l'arrivée des premiers résultats le 22 mai à 18h, et tout au long de la période de

NON À LA SÉLECTION

réponses, recensons le nombre de lycéen.ne.s n'ayant reçu aucune réponse positive (OUI ou OUI SI), c'est-à-dire n'ayant reçu que des NON ou des EN ATTENTE.

SUD éducation invite tous les personnels de lycée et les lycéen.ne.s à mutualiser les informations dont ils disposent via le formulaire très simple en ligne : <http://www.sudeducation.org/Dressons-le-bilan-de-terrain->

[de.](#)

Répression, répression...

La police éduque les lycéen.ne.s

LA PÉDAGOGIE MACRONIENNE



Libération immédiate et sans poursuite des interpellé-e-s du 22 mai ! Stop aux exactions de la part des forces de l'ordre ! Stop à la politique systématique d'intimidation de la contestation sociale !

Une nouvelle fois, une manifestation contre la politique de casse sociale de ce gouvernement, qui s'inscrivait dans un calendrier chargé de mobilisation du rail et des facs, a donné lieu à des violences policières et à une répression forte de la part de l'État.

Des dizaines d'interpellations pendant la manifestation très rapidement chargée avec tonfas et lacrymos. Parmi les interpellé-es, un camarade de Sud Éducation 93 pour port de lunettes de plongée ; sa garde à vue a été reconduite hier et comme beaucoup d'autres ; il est en ce moment présenté au juge.

En fin de manifestation, le lycée Arago, à Nation a été brièvement occupé par une centaine de personnes dont de nombreux-ses lycéens et lycéennes mineur-es. A la demande de la proviseure, les occupant-tes, ont été interpellé-es et embarqué-es par les CRS, parqué-es dans les cars sans eau ni toilettes, avant d'être placé-es en garde à vue (cette notification a été faite plus de 5 heures après leur arrestation au lieu des 4 heures réglementaires) dans plusieurs commissariats de Paris et banlieue. Les parents des mineur-e-s n'ont pas été prévenus alors que c'est obligatoire et n'avaient pas de nouvelles de leurs enfants 24 heures après les arrestations.

Depuis ce matin, comme lors du 1^{er} mai, le TGI de Paris délivre un message qui marque la dérive autoritaire de ce gouvernement confronté à une conflictualité massive (Parcoursup, rail, hôpital, enseignement, Pole emploi...) : se taire et se soumettre ou courir le risque de passer 48h en garde à vue, d'être humilié-e, obligé-e de donner ses empreintes, tabassé-e ou mutilé-e (comme sur la ZAD un jeune manifestant a eu la main amputée.), condamné-e...

Nous dénonçons ce recours aux intimidations notamment à l'égard des jeunes et dénonçons la répression à l'encontre du mouvement social. A Sud Éducation, nous serons aussi particulièrement vigilants sur la menace de

conseils de discipline à l'encontre des élèves en lutte, double-peine déjà évoquée par certains chefs d'établissement. Nous demandons aux enseignant-es, aux familles et aux élèves de nous informer si de telles situations se produisaient.

Faire vivre une démocratie réelle

AG de SUD éducation 49



C'est parce que nous aspirons à un mouvement syndical démocratique et autogestionnaire que nos Assemblées Générales sont le cœur de nos prises de décision, véritable exercice démocratique au quotidien. La prochaine AG du syndicat est programmée le **mercredi 13 juin de 18h à 22h**, au local de Solidaires à la Bourse du travail d'Angers.



Sterenn QUEMENER, Guillaume DELALLE, Jérôme HOEVE, Olivier « GOLDEN » LORREYTE, Guillaume HALLIER co-bureaucrates du jeudi